

Déposition à l'enquête publique - Tarentaise Citoyenne

Introduction et avis général

Le premier point de notre déposition, et le plus important, concerne la procédure. En effet, les citoyennes et citoyens n'ont été informés que tardivement de ce projet et le délai d'enquête publique est bien trop restreint pour que chaque citoyenne ou citoyen puisse se saisir du dossier et donner un avis éclairé. Cette déposition contient des points détaillés sur les sujets que nous maîtrisons le plus. Sur les sujets que nous avons pu lire, beaucoup d'inexactitudes et de problématiques nous ont alertés, ce qui nous mène à dire que sur les sujets que nous n'avons pas pu lire par manque de temps ou de connaissance, il est très probable qu'il y en ait tout autant. Simples exemples montrant un manque de connaissance locale, l'école de Grand-Cœur est évoquée dans le rapport alors qu'elle est maintenant fermée depuis plus de 5 ans, l'école de Le Bois, elle bien ouverte, n'apparaît pas et il est écrit qu'il n'y a pas d'enjeux liés au pastoralisme à moins d'1km du site alors qu'un éleveur de vaches laitières se trouve à Grand Cœur. Ces inquiétudes nous conduisent à demander un report de la fin de l'enquête publique pour laisser le temps aux citoyennes et citoyens d'approfondir le dossier. Dans les conditions actuelles, comme nous allons le détailler, nous ne pouvons donc que nous opposer à ce projet.

1- Santé et sécurité des habitantes et habitants

Concernant la santé particulièrement, plusieurs points nous ont alertés.

Tout d'abord, concernant les effets critiques du plomb, il n'est mentionné à aucun moment que ce dernier peut avoir des effets sur le système nerveux et la moëlle épinière, fait non négligeable et bien connu. Cela dénote une fois de plus d'une méconnaissance ou d'un dossier bâclé.

Ensuite, la quantité estimée de légumes racines ou végétaux ingérés par jour pour un adulte est estimée à 110 g/ jour et pour un enfant à 53,8 g. Ces quantités semblent fantaisistes, en effet cela correspond au poids d'une seule carotte de taille moyenne par jour et par adulte. Beaucoup d'habitants ont des potagers ou des arbres fruitiers et consomment les fruits et légumes de leur jardin. Ils ingèrent donc en réalité bien plus de légumes racines ou végétaux par jour et sont donc plus exposés à la pollution que sous-entendu dans l'étude.

Concernant le calcul du risque sanitaire par ingestion des sols pour les enfants, il s'agit d'un calcul rapporté au poids. Pourquoi prendre le poids moyen d'un enfant estimé à 39 kg alors que ce sont principalement les très jeunes enfants qui mangent de la terre, donc des enfants de petit poids (10 kg à 1 an, par exemple et pas 30) ? Cette estimation du poids d'un enfant risque de mener à sous-estimer les risques d'ingestion chez les enfants. Est-ce que les deux estimations évoquées prennent en compte le fait qu'une partie des habitants consomment leurs propres récoltes ? Il ne semble pas, et cela influe fortement le risque de contamination.

Pour estimer les risques liés au Chrome 6, l'étude se base sur un ratio Chrome 6 / Chrome 3 « identique à celui du site d'Ugitech ». Est- ce valable comme estimation étant donné que le procédé industriel qui sera utilisé sera différent et que cette usine est expérimentale ?

Le rapport affirme qu'« Aucun risque d'écoulement important d'électrolytes n'est à redouter ». Cependant, ce genre d'affirmation doit être étayé par des preuves. Où sont-elles ?

Concernant le calcul de pollution, toutes ces études sont estimées avec l'activité d'un seul four. Or le projet à terme en prévoit 4. Cela veut dire pollution fois 4. Pourquoi aucun calcul n'est fait en lien avec ce projet final ? La population locale est déjà exposée à une forte pollution liée à la circulation. Une partie des habitants sont même sous le viaduc sur lequel passe la voie rapide principale voie d'accès de la vallée. À cela s'ajoute l'usine Tokai Cobex située à proximité. Aucun calcul n'a été réalisé quant à des effets cocktails de ces pollutions cumulées. Cela risque de mener à sous-estimer les effets de cette usine.

Les modélisations de dispersion des fumées et poussières dans l'atmosphère ont été faites avec un logiciel qui « tient compte de la météo » mais comment modélise-t-il la dispersion dans cette vallée de montagne très encaissée ? En altitude au-dessus du site, il y a des zones habitées (Villarberanger, Villoudry, Villargerel, Navette, ...) comment ces habitats seront-ils impactés ? Il n'est pas précisé que le logiciel tient compte de la topographie et cela est inquiétant.

Les risques pour la santé sont estimés en usage « normal » et ne tiennent pas compte de la possibilité d'accidents industriels. Dans une vallée si encaissée, si un accident tel que celui de Lubrizol se produit, combien de temps le nuage de fumées toxiques restera-t-il dans la vallée ? Quelle capacité de réponse avons-nous pour l'accès des secours si un tel accident se produit un samedi de vacances hivernales ? Les deux seules voies d'accès de la vallée passent à proximité de cette usine, il est donc nécessaire de le prendre en compte. Un accident industriel n'est pas improbable, et le risque naturel doit être revu à la hausse, en considérant le dérèglement climatique et l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes qu'il va entraîner (cf : l'inondation catastrophique qui a eu lieu en novembre 2023 à Notre Dame de Briançon).

Pour conclure cette partie sur la sécurité des habitants, il nous semble que tous les risques tendent à être sous-estimés, que ce soit sur leur probabilité d'avoir lieu ou sur les impacts qu'ils pourraient avoir, ou que la pollution pourrait avoir. Or, il est nécessaire lorsqu'un projet risque de toucher à la vie d'habitantes et d'habitants de mener une étude sérieuse ne sous-estimant pas les dangers, ce qui ne semble pas avoir été le cas ici. Ce constat sur la sécurité sanitaire de l'usine ne nous conduit qu'à demander un report du délai d'enquête publique pour avoir le temps d'étudier en détail le dossier concernant la sécurité des habitantes et habitants. Dans la situation actuelle, ce point nous mène à nous opposer à ce projet.

2- Impacts sur le milieu naturel

Concernant le volet « milieu naturel » de l'étude d'impact, nous avons également des inquiétudes. La première est que l'étude semble être faite en considérant le bâtiment comme séparé des activités qui vont y prendre place. L'étude porte ainsi sur les impacts potentiels que vont avoir les travaux et la mise en place, mais n'évoque que très peu les risques induits par une pollution non-évitable avec une telle usine ou par les risques industriels qui peuvent y être associés. Une fois de plus, le détail de la composition des fumées et des risques de pollution du nant de Naves qui passe au sein de l'aire d'étude immédiate, serait primordial à connaître pour étudier le réel impact qu'une telle usine pourrait avoir sur la biodiversité.

Si l'on entre dans le détail à présent, il est précisé page 8, concernant les sites Natura 2000 des Adrets de la Tarentaise et du massif de la Lauzière qu'il « y a peu de probabilité que le site industriel situé en fond de vallée accueille des espèces typiquement montagnardes ». Cette affirmation semble très peu argumentée par des faits. Parmi tous les oiseaux s'y trouvant, ou les mammifères tels que les chamois, beaucoup sont souvent observés dans la vallée. Et si (fait non

prouvé) les espèces d'intérêt ne descendent pas, il est aussi probable qu'une pollution puisse être exportée par espèce interposée, en remontant la chaîne alimentaire. Ainsi, affirmer en deux phrases que les zones d'intérêt écologique situées aux alentours ne seront pas impactées semble léger et il serait bon d'argumenter ce propos par des observations ou preuves, sans quoi cette conclusion n'est ni aboutie ni fondée. Sur quelle base de calcul de probabilité affirmez-vous que les espèces montagnardes n'auront aucun contact avec le fond de vallée ?

Une conclusion similaire est faite page 11, affirmant que seules 2 ZNIEFF risquent d'être impactées par l'usine (avifaune se déplaçant pour l'alimentation). Les autres ZNIEFF sont toutes à moins de 4 km de l'usine et il n'est pas impossible que ces écosystèmes soient en interaction avec l'usine, soit directement par le déplacement d'espèces, soit indirectement. Une fois de plus, des preuves sont nécessaires.

Page 15, il est écrit que « À l'échelle locale, la zone d'étude immédiate est très artificialisée et clôturée. La présence en bordure de site de la RN90 à très fort trafic routier limite grandement les déplacements de la faune sauvage au travers de la zone d'étude immédiate. ». Or, il est de notoriété publique que non loin de cet endroit, des chamois sont très souvent vus, en fond de vallée, à proximité de la RN90. La présence de cette route seule ne permet donc pas d'affirmer que la faune sauvage ne se rendra pas à proximité de la zone d'étude immédiate.

Deuxièmement, le diagnostic écologique a été réalisé en une seule et unique fois, le 17 mai 2024, par un temps météorologique, de l'aveu même du rapport, trop froid pour pouvoir observer des espèces d'odonates ou de rhopalocères. Aucun IPA (Indice Ponctuel d'Abondance) n'a été réalisé, les observations ont été simplement faites aléatoirement sur le site en une journée. Le rapport reconnaît même, à de plusieurs reprises, qu'il n'a pas été réalisé un réel inventaire de flore et de faune (« Bien que le site n'ait pas fait l'objet d'un inventaire floristique complet sur la saison d'observation (un seul passage au mois de mai), » - p36 « Un seul passage sur site ne permet pas d'inventorier la totalité des espèces présentes de l'avifaune » - p41). Pourquoi un inventaire 4 saisons n'a-t-il pas été réalisé ? Cet inventaire ne permet absolument pas de faire un réel état des lieux de la biodiversité sur place ou interagissant avec le site.

Enfin, les mesures d'évitement ou de réduction proposées sont dérisoires :

- Éviter la période de nichage pour les travaux ou *a minima* ne réaliser qu'un démantèlement préparatoire sur cette période, et si cela n'est pas possible, utiliser un effarouchement sonore et visuel.--> Cette mesure n'est pas un engagement ferme à ne pas réaliser les travaux sur la période de nichage ; elle ne constitue donc pas une réelle mesure d'évitement. – p55
- Une carte des zones favorables aux reptiles à éviter a été produite comme simple mesure, sans être aucunement associée à un engagement à l'éviter ou à des mesures favorisant la protection des reptiles.--> Une carte n'est pas une mesure à elle seule. – p57
- L'aménagement d'un tas de pierres pour favoriser la présence de reptiles et de nichoirs pour favoriser la présence d'oiseaux.--> Pense-t-on vraiment pouvoir compenser la présence d'une usine sur place produisant une pollution sonore importante et étant associée *a minima* à des risques de pollution au plomb et aux métaux lourds, avec la construction de tas de pierres et de nichoirs ? Qu'en est-il du risque d'intoxiquer dès la naissance les oisillons ? – p58 et 59
- Aucune mesure de protection n'est produite quant au Nant de Naves pourtant considéré comme ayant un fort enjeu de conservation et traversant une partie du site. Comment s'assurer que ce cours d'eau ne sera pas sujet à des pollutions ? Comment s'assurer que

l'Isère située en dessous ne connaîtra aucune pollution ? Les pollutions ont un impact important sur la biodiversité à prendre en compte.

Pour conclure cette partie, le volet « milieu naturel » de l'étude d'impact est peu étayé par des preuves, ce qui est assez inquiétant concernant des risques de cette envergure. Il est donc nécessaire de reporter la date de fin de l'enquête publique sur le sujet pour que des réponses puissent être apportées. Mais au-delà, au vu de la crise de la biodiversité actuelle, il est important de prendre très au sérieux tout risque de pollution à proximité d'espaces naturels tels que ceux présents autour de l'usine. Ce point nous mène donc à nous opposer au projet en l'état actuel des choses.

Conclusion

Pour conclure, le dossier semble être fait avec bien peu de sérieux, contient beaucoup de raccourcis non argumentés et de nombreuses informations essentielles et indispensables ne s'y trouvent pas. Tous ces faits nous alertent fortement et nous mènent à nous opposer à ce projet et à demander un report du délai de fin de l'enquête publique, ou une suspension de cette dernière pour que le temps du débat démocratique étayé par des études scientifiques solides et indépendantes puisse réellement avoir lieu.